

**REGARD SUR LE TERRORISME DANS LA
CEEAC+NIGÉRIA 20ANS APRÈS LE 11
SEPTEMBRE 2001**

Entretien entre

Dr Ordy BETGA, Politologue
Chercheure au CEIDES
Observatoire des pays de la CEEAC et du Nigéria

&

Thierry NDONG, journaliste et Directeur de
Publication de l'hebdomadaire INTÉGRATION

Septembre 2021

1) *Les attentats du 11 septembre 2001 ont 20 ans d'âge. Peut-on saisir clairement comment l'Afrique (CEEAC et Nigéria notamment) en est impactée aujourd'hui ?*

Les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis étaient assez horribles et inédits non seulement du point de vue du bilan humain (près de 3000 morts et autant de blessés) et matériel, mais aussi parce que c'était la première fois, depuis *Pearl Harbor*, que les États-Unis étaient ainsi atteints sur leur propre territoire. Ces attentats vont marquer un tournant décisif dans l'inscription du terrorisme au cœur des préoccupations internationales. En effet, l'invasion de l'Afghanistan par les Américains quelques semaines après, en « représailles massives » pour sanctionner le régime des talibans offrant un sanctuaire au groupe terroriste Al-Qaïda ayant orchestré les attaques, marque le début de l'internationalisation de la guerre contre le terrorisme.

Il est important de souligner que le terrorisme n'est pas à cette époque un phénomène nouveau, ni en Afrique, ni dans le reste du monde. Ce qui change c'est l'intensité et le caractère international des attaques. Même si la définition du terrorisme ne fait toujours pas l'unanimité, il est reconnaissable à ses modes d'actions, lesquels ont été utilisés par des mouvements révolutionnaires et les luttes de libération en Afrique. Cette stratégie de la terreur est bien présente dans la plupart des conflits locaux et représente d'ailleurs déjà à l'époque une source de préoccupation pour l'OUA qui adopte en 1999 une convention sur la prévention et la lutte contre le terrorisme. Le coup d'éclat d'Al-Qaïda va avoir un impact psychologique décisif sur les groupes en formation sur le continent africain qui nourrissent désormais de plus grandes ambitions. La présence militaire en Afghanistan et l'accentuation de la lutte contre le terrorisme au Moyen-Orient va favoriser le repli et la dissémination des combattants vers d'autres territoires, notamment l'Afrique, surtout qu'ici la présence d'une diversité de ressortissants et intérêts occidentaux, ennemis majeurs des djihadistes, constituait une cible de choix. Cela explique en partie la montée en puissance ces dernières années d'une kyrielle de groupes djihadistes en Afrique, qui vont ensuite faire allégeance soit à Al-Qaïda soit à l'État Islamique. Al-Shabaab en Somalie opérant dans toute la corne de l'Afrique, AQMI, Ansar Dine, le MUJAO, le GSIM, ISWAP et une multitude de groupes armés qui prolifèrent au Maghreb et en Afrique de l'Ouest. La CEEAC et le Nigéria subissent notamment les affres de Boko Haram, ISWAP, ISCAP et de l'Armée de Résistance du Seigneur. On note par ailleurs une volonté expansionniste de chaque groupe.

L'Afrique est clairement devenue un terreau du djihadisme et le théâtre de nombreuses attaques meurtrières ces deux dernières décennies. L'incapacité des gouvernements centraux à

contrôler leurs périphéries où des groupes terroristes peuvent s'organiser et prospérer en toute quiétude ; la fragilité des forces de défense et de sécurité, les difficultés économiques, la pauvreté, la précarité, les luttes pour l'accès aux ressources, la corruption, les injustices et frustrations multiples pour ne citer que ceux-ci sont autant de facteurs favorisant le développement du terrorisme. Mais rappelons avec Yves Sandoz qu'« on peut expliquer le terrorisme et on doit certainement chercher à analyser ses causes profondes, mais on ne saurait le justifier ». Le terrorisme pour le Nigéria et les pays de la CEEAC est tout aussi déstabilisant aujourd'hui, avec des conséquences dramatiques : des milliers de vies humaines décimées chaque année, d'importants dégâts matériels, le ralentissement des activités économiques, des millions de déplacés internes et de réfugiés du fait de l'insécurité généralisée.

2) *AQMI et Boko Haram ne sont-ils pas les avatars du 11 septembre 2001 ? Auquel cas comment expliquer la timidité de la réponse occidentale aux côtés de l'Afrique ?*

Je ne pense pas qu'il faille parler de réponse timide des acteurs occidentaux. Il y a eu ces dernières années de nombreuses initiatives peut-être pas toujours adéquates et efficaces, mais pour maintes raisons la lutte contre le terrorisme en Afrique demeure un enjeu important pour l'occident qui a de nombreux intérêts économiques et stratégiques à préserver. Il y a eu dès le lendemain des attentats du 11 septembre 2001 une réponse assez énergique de l'administration américaine non seulement au Moyen-Orient mais également en Afrique afin d'éviter que le continent ne se transforme à moyen ou long terme en nouveau sanctuaire du terrorisme. C'est vrai que dans un premier temps les efforts des États-Unis et de leurs alliés vont se concentrer sur l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Est, y appréhendant un risque plus élevé en raison probablement de la proximité géographique et culturelle avec le Moyen-Orient. Entre 2002 et 2003, les États-Unis vont lancer des initiatives de formations des cadres militaires au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Tchad, ainsi que la fourniture d'équipements militaires de base. En 2005 ils lancent la *Trans-Saharan Counter Terrorism Initiative* en Afrique de l'Ouest qui comporte un important volet soutien logistique et financier. La coopération militaire des États-Unis avec le Nigéria et d'autres pays de la CEEAC dont le Cameroun, bien que chancelante au gré du respect ou non des conditionnalités liées aux droits de l'homme et à la bonne gouvernance, est un atout majeur pour renforcer les capacités opérationnelles de leurs forces de défense contre les groupes terroristes très motivés et déterminés. La France a également été très active sur le front anti-terroriste précisément en Afrique de l'Ouest et au Sahel. En 2013 elle conduit l'opération Serval qui permet d'éviter la

chute de l'État malien acculé par les incursions simultanées d'une multitude de groupes djihadistes. Plus tard c'est au tour de l'opération Barkhane toujours au Mali, couplée aux efforts de la MINUSMA afin d'éviter l'effondrement du Mali dans un scénario à la somalienne. Le 17 mai 2014, le sommet de Paris sur la sécurité au Nigéria jette les bases d'une coopération régionale et multilatérale contre Boko Haram que la France, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union Européenne s'engagent à soutenir.

On observe par contre une forme de lassitude des acteurs occidentaux qui n'arrivent pas à atteindre les résultats escomptés, ainsi qu'un certain épuisement qui se confirme notamment avec le récent retrait des troupes américaines de l'Afghanistan, mais aussi la décision de la France de réduire significativement ses effectifs militaires au Sahel d'ici à 2023. L'Occident a misé sur une réponse essentiellement militaire pour contrer le terrorisme, mais à la lecture de l'évolution du phénomène et de sa complexité, force est de constater qu'il s'agit d'une erreur stratégique. Comme le relève Linhart, l'emploi de la violence militaire alimente le cycle « provocation-répression-justification » qui alimente en retour l'existence des groupes terroristes. Il est alors question de trouver le bon équilibre dans la stratégie de riposte. Il faut davantage investir dans la viabilisation des États et un développement humain inclusif.

3) *Quelles leçons pour la CEEAC et le Nigéria 20 ans après ?*

20 ans après le 11 septembre 2001, la douleur est toujours aussi vive pour les familles des victimes de ces attentats, et c'est quasiment la même douleur que ressentent chaque année des milliers de familles en Afrique, dans plusieurs États de la CEEAC et au Nigéria. Ce jour-là, nous observions cette scène terrifiante avec empathie, mais sans certainement nous douter que nous serions bientôt plus fréquemment témoins de scènes similaires sous nos cieux. Et effectivement, en Afrique Centrale, la différence de perception de la menace terroriste par chacun des pays n'a pas toujours favorisé une véritable mutualisation des ressources et moyens indispensables pour faire face à cette menace. Il convient de saluer les efforts de la Force Multinationale Mixte dans la lutte contre Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad et saluer également l'adoption en mars 2018 par les États de la CEEAC d'une stratégie de prévention et de lutte contre le terrorisme dont la mise en œuvre effective permettrait d'harmoniser les efforts de lutte dans la sous-région. Il est aujourd'hui vital d'amplifier la prévention du terrorisme de façon globale, comme l'indique la stratégie des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme adoptée en 2006, en vue d'éliminer toutes les conditions propices au terrorisme, mais aussi la prévention des attaques via le renforcement des activités de renseignement et le partage des informations.

Ces 20 dernières années démontrent à suffisance que la lutte contre le terrorisme doit et va s'inscrire dans la durée. Il faut mettre en place des politiques multisectorielles, entre approche militaro-sécuritaire, socio-politique et économique de règlement des causes profondes du terrorisme. Il faut intensifier la coopération régionale à cet effet, pour à défaut d'éradiquer le terrorisme et son corollaire, au moins en réduire significativement l'impact.

Le Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Économiques et Stratégiques (CEIDES) est un laboratoire d'idées qui cumule plus d'une dizaine d'années d'expérience dont six d'existence officielle sous la forme d'une association indépendante, à caractère scientifique et à but non lucratif.

Le CEIDES a vocation à contribuer à la paix et à la prospérité du continent. Il s'engage ainsi à travers la stratégie, la recherche, le conseil, l'influence et la formation dans le cadre du continuum des 3D Développement/Diplomatie/Défense.

Il compte 4 Clubs actifs qui rassemblent des décideurs, chercheurs et partenaires à différentes échelles.

L'intelligence des situations et des contextes, sans enfermement systémique, par recours à la rigueur méthodologique des sciences sociales, la capacité à mettre en place des espaces ouverts, transdisciplinaires et multiacteurs de dialogue structuré et en partager le fruit par des mécanismes de lobbying et plaidoyer sont notre cœur de métier.



ceides
Centre africain d'Etudes Internationales
Diplomatiques Economiques et Stratégiques

B.P. 35147 Bastos-Yaoundé/Cameroun

Tél : (+237) 243 105 872

www.ceides.org

Email : infos@ceides.org



Think tank Ceides